

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 03/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PTL SAS

avenue des canadiens BP 3
76860 Ouville-La-Rivière

Références : UDRD-2025-12-T-682
Code AIOT : 0005801223

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement PTL SAS implanté Zone artisanale 76550 Ambrumesnil. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la mise en demeure de l'exploitant de réaliser des analyses des substances PFAS conformément à l'arrêté du 20 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PTL SAS
- Zone artisanale 76550 Ambrumesnil
- Code AIOT : 0005801223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise PTL appartient au groupe SPHERE, leader de l'emballage ménager.

Sur le site d'Ambrumesnil, PTL fabrique des sacs poubelle à partir de granulés plastiques vierges, recyclés ou pour partie biosourcés par un procédé d'extrusion-soufflage. Les films sont ensuite découpés, imprimés, pliés puis emballés.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures PFAS	AP de Mise en Demeure du 27/03/2025, article 1	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Sans objet
3	Travaux de réduction du bruit	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant PTL à Ambrumesnil a été mis en demeure de transmettre les résultats des campagnes d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement. L'inspection des installations classées a observé que la série de trois analyses avait été effectuée au printemps 2025. La saisie des résultats dans l'outil GIDAF nécessite par contre quelques corrections détaillées ci-dessous. Une fois les corrections effectuées par l'exploitant, il pourra être proposé à M le préfet de lever la mise en demeure.

Il a aussi été vérifié que les engagements de l'exploitant sur le déménagement d'une installation de mélange d'encre avaient bien été suivis afin de limiter les émissions sonores.

Enfin, l'exploitant a apporté des modifications au stockage de polymères sous chapiteau pour éviter la dissémination de granules plastiques dans l'environnement. Le porter à connaissance relatif à ce stockage devra être transmis sous format numérique à l'adresse caroline.marc@developpement-durable.gouv.fr.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures PFAS

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/03/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, analyse des PFAS et AOF dans les rejets aqueux
Prescription contrôlée : La société PTL SAS à AMBRUMESNIL, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses activités d'extrusion, d'impression et de façonnage de sacs en polyéthylène, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 reprises ci-après : <i>« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. ».</i>
Constats : L'exploitant a transmis trois rapports d'analyse de PFAS dans les rejets d'eau, réalisées par un laboratoire accrédité sur des échantillons prélevés les 12 mars 2025, 1 ^{er} avril 2025 et 5 mai 2025. Pour chaque campagne, les trois points de rejets ont été prélevés, à savoir les points localisés au droit du bassin incendie, du quai de chargement et de la plateforme compresseurs. Ces points correspondent aux points de collecte des eaux pluviales ruisselant sur les bâtiments ou sur les zones de circulation du site et non à des rejets d'eaux de process continus. Les résultats ont été saisis par l'exploitant dans la base de données GIDAF pour les 20 PFAS et les AOF visés à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime d'autorisation. La majeure partie des résultats comporte des valeurs inférieures au seuil de quantification du laboratoire. Il se trouve que le champ « résultat>LQ » a été sélectionné dans GIDAF et c'est la valeur de concentration correspondant à la limite de quantification qui a été reportée dans la colonne "concentration mesurée" alors qu'il aurait fallu cocher "résultat<LQ" sans autre précision lorsque le résultat des analyses, pour un paramètre considéré, est inférieur à la limite de quantification (dans la mesure où celle-ci est inférieure ou égale aux limites de quantification fixées dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023). De plus, seules des valeurs de concentration ont été renseignées et non les flux car les prélèvements ont été ponctuels. Or, les résultats doivent être appréciés sur la base des concentrations de PFAS et de flux. Sur la base de la pluviométrie annuelle et des surfaces recueillant les eaux pluviales pour chacun des points de rejets, il est demandé à l'exploitant de déterminer un volume moyen journalier de rejet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de corriger les saisies des résultats d'analyse dans GIDAF dans un délai d'un mois : <ul style="list-style-type: none">• en corrigeant le champ « résultat < LQ » quand nécessaire

- en renseignant pour chacune des déclarations la valeur du volume moyen journalier (en m³/j), calculé selon les recommandations de l'inspection des installations classées.

Après avoir vérifié ces corrections, l'inspection des installations classées pourra proposer à M le Préfet de lever la mise en demeure du 27 mars 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit sous trois mois la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'a pas établi de liste car il n'utilise pas de PFAS.

Il avait toutefois mené une réflexion sur les substances PFAS possiblement utilisées ou rejetées : le process de l'exploitant ne met pas en contact les granulés plastiques de polyéthylène avec de l'eau ; le circuit de refroidissement des équipements est en circuit fermé ; les extincteurs sont à poudre.

Les éventuelles traces de PFAS sur le site pourraient être expliquées par l'extinction d'un incendie en 1993 où une partie du site a brûlé suite à un départ de feu électrique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Travaux de réduction du bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/08/2024

Prescription contrôlée :

En cas d'écart réglementaire persistant suite aux mesures prescrites à l'article 2 ci-dessus, l'exploitant identifie et commande une nouvelle phase de travaux de réduction du bruit, sous 2 mois à compter de la réception des résultats desdites mesures. Il réalise les travaux correspondant

sous 2 mois après leur commande, et procède à une nouvelle campagne de mesure, telle que définie à l'article 2 ci-dessus dans le mois qui suit la réception des travaux.

Constats :

Il a été vérifié les engagements pris par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 23 février 2024 sur le déménagement des installations de mélange des encres. Il a été constaté sur site que ces équipements (fûts sur rétention équipés de mélangeurs motorisés) sont situés désormais dans l'atelier de transformation (hall 4) et non plus dans le local donnant directement sur l'extérieur.

L'exploitant a réalisé de nouvelles mesures de contrôle acoustique les 30 avril 2025 (installation en fonctionnement) et 3 mai 2025 (à l'arrêt). Les mesures de bruit en limite de site sont conformes à la réglementation. Il subsiste une non conformité sur une valeur d'émergence au point A' pendant la nuit (7,5dB au lieu de 4dB). Au point B' (en direction d'un habitant qui s'était plaint en 2020), la valeur d'émergence est conforme.

Lors du précédent contrôle (rapport du 6 janvier 2023), la valeur d'émergence au point A' de nuit était de 6,5dB pour une valeur de bruit résiduel à 35 dB.

Notons que le calcul de l'émergence en 2025 a été réalisé avec l'indicateur L50 (mesure du niveau de bruit dépassé pendant 50% du temps) alors que celui de 2023 utilisait l'indicateur LAeq (caractérisation d'un bruit fluctuant dans le temps). Il n'est donc pas possible d'apprécier l'impact du déménagement des installations de mélange d'encres sur la base de ces 2 indicateurs différents.

L'inspection des installations classées note que les pistes qui avaient été identifiées pour réduire l'impact sonore ont été mises en œuvre. Un dernier axe de progression serait d'insonoriser les silos par un « calorifugeage » extérieur mais cette solution est jugée trop complexe par l'exploitant.

En l'absence de plainte, il n'est pas demandé d'autres investigations ou travaux à ce stade. L'exploitant restera néanmoins vigilant sur l'impact sonore de ses activités.

Type de suites proposées : Sans suite